



C E T R I

ANALYSE 2018
Décembre

Centre tricontinental

ROJAVA : UN ESPOIR DÉMOCRATIQUE DANS LE CHAOS ENSANGLANTÉ ?

Gulistan Özer

Peuple privé d'État, les Kurdes se sont retrouvés sous le feu des projecteurs grâce à leur résistance à l'État islamique en Syrie et en Irak. Dans un contexte de guerre, ils vont fonder au Rojava, dans le Nord syrien, leur propre administration aux aspirations démocratiques, multiculturelles, écologiques et égalitaires en matière de genre. Les défis internes et externes de l'expérience restent toutefois multiples et considérables.

Les Kurdes représentent le plus grand peuple du monde privé d'État. On en compte 40 millions. Leur territoire se trouve à cheval sur quatre pays : la Turquie (où vit la majorité des Kurdes, environ 30 millions), l'Irak, l'Iran et la Syrie. Suite à la chute de l'empire ottoman, le traité de Sèvres de 1920 prévoyait un Kurdistan indépendant, mais trois ans plus tard, le traité de Lausanne annulera ce projet et amènera les Kurdes à être considérés comme une minorité dans les quatre pays susmentionnés.

Face à la répression de l'État turc, Abdullah Öcalan, avec l'aide d'autres intellectuels turcs et kurdes, crée le Parti des travailleurs du Kurdistan (le PKK) en 1978 et revendique un État indépendant. La lutte armée aura pour conséquence la mort de milliers de personnes. En 1999, Öcalan est arrêté et emprisonné sur l'île-prison d'Imrali comme unique détenu. Il y est toujours enfermé à l'heure actuelle. Aujourd'hui, le PKK ne revendique plus l'indépendance, mais une certaine autonomie.

Aux origines de la révolution au Rojava

Le Rojava (« Ouest », en référence aux quatre parties du Kurdistan) se situe dans le Nord de la Syrie. Il partage ses frontières avec la Turquie et l'Irak et compte plus de deux millions d'habitants, dont au moins 60% de Kurdes. Le Rojava comprend trois cantons : Afrin, Kobanê et Djizire.

Pour comprendre les racines de la révolution kurde du Rojava, il faut remonter à 2004. Cette année-là, à la suite d'un match de football entre Qamishlo (zone de peuplement kurde) et Deir Ez Zor (zone de peuplement arabe), des affrontements éclatent entre les supporters des deux clubs. Les forces de l'ordre décident de tirer sur les supporters kurdes, faisant une dizaine de victimes. Cet événement va embraser la région et ancrer la conviction chez de nombreux Kurdes de Syrie qu'ils ne seraient jamais intégrés au régime syrien.

Aux quatre coins du Kurdistan, les Kurdes sont en effet considérés comme des citoyens de seconde zone et soumis à de multiples oppressions (interdiction de parler la langue kurde, interdiction de donner des prénoms kurdes à leurs enfants, interdiction d'écouter de la musique kurde et ce jusque dans les années 2000...). Avec la répression de l'insurrection, l'idée d'unité de protection et d'autodéfense émerge (YPG). Pendant plus de dix ans, des armes vont ainsi être acheminées clandestinement en Syrie.

En 2011, dans la continuité du printemps arabe, d'importantes manifestations contre le régime de

Bachar el-Assad naissent un peu partout en Syrie. La répression de ces manifestations pacifiques débouche néanmoins sur une insurrection armée emmenée par l'Armée syrienne libre (ASL). La révolution prend alors un tournant réactionnaire. À cette époque, le plus gros de l'armée d'Assad se trouve dans le Nord de la Syrie (en zones kurdes), dans le cadre de sa politique d'arabisation des minorités ethniques et religieuses. Craignant de perdre la guerre civile, Assad choisit toutefois d'envoyer ses troupes dans les autres régions de Syrie combattre l'insurrection. Les Kurdes vont saisir l'opportunité pour mettre en œuvre leur projet politique (Roussel, 2014).

Contexte de guerre

Fondé en 2003, le PYD (Union patriotique des peuples) a permis aux idées du PKK de persister et même de se propager sur le sol syrien, malgré l'expulsion du PKK par le président Hafez el-Assad, le père de Bachar el-Assad. À l'aide des Unités de protection du peuple (YPG) et des Unités de protections des femmes (YPJ), le PYD va profiter de la guerre civile pour prendre le contrôle des trois cantons kurdes du Nord de la Syrie. Ses détracteurs l'accusent alors d'être à la solde de Damas. En réalité, les intérêts du président syrien vont converger avec les désirs d'autonomie des Kurdes. En effet, le régime ne pouvait plus se permettre de laisser ses troupes dans le Nord du pays. C'est pourquoi le contrôle des poches kurdes va être laissé au parti le plus éloigné de l'opposition syrienne et des idées islamistes.

Ce faisant, le PYD obtient enfin la possibilité de mettre en place un projet politique et territorial fondé sur le confédéralisme démocratique d'Abdullah Öcalan (Öcalan, 2011). Le combat des YPG et des YPJ contre les djihadistes a grandement facilité la légitimation de ce projet. Grâce aux batailles menées et particulièrement à leur résistance acharnée contre l'État islamique (Daesh), les YPG et les YPJ vont être reconnus et salués par de nombreux Syriens (et au-delà) comme le dernier rempart avant la mort ou l'exil (Roussel, 2012 ; 2014). La bataille de Kobanê, la plus médiatisée, illustre parfaitement ce propos.

En 2015, les « Forces démocratiques syriennes » (FDS) voient le jour. Principalement composées de Kurdes des YPG des YPJ, elles sont également composées de différents groupes ethniques et religieux comme les Syriques, les Turkmènes, des groupes locaux arabes, etc. dans le but de chasser l'État islamique. Les FDS bénéficient du soutien militaire des États-Unis, notamment par la formation de combattants, la distribution de matériel et l'appui aérien, mais aussi de la France, de l'Italie et même, à un moment donné, de la Russie.

Le but premier de ces soutiens était la destruction de Daesh, mais les États-Unis ont aussi comme ambition de réduire, voire de stopper l'influence iranienne sur le territoire syrien, la majorité de l'armée actuelle de Bachar el-Assad étant composée d'Iraniens ou de membres du Hezbollah. De son côté, Israël ne soutiendra jamais le mouvement progressiste kurde présent en Syrie au vu des liens étroits existant entre le PKK et le mouvement de libération palestinien. Elle soutient plutôt le mouvement conservateur du président kurde Massoud Barzani, dans le but d'affaiblir les pays arabes de la région et surtout l'Iran.

L'offensive turque

La Turquie quant à elle est farouchement opposée aux FDS, car majoritairement composées des Kurdes du PYD qu'elle considère comme une émanation du PKK, qualifié de groupe terroriste par Ankara. Elle aurait d'ailleurs aidé les djihadistes d'un point de vue logistique (distribution d'armes) et par l'ouverture de ses frontières, non seulement pour renverser le régime syrien, mais aussi pour combattre les Kurdes et les stopper dans leur élan autonomiste.

En janvier 2018, le président turc Recep Tayyip Erdogan lance une offensive (dénommée « rameau d'olivier ») sur Afrin, enclave kurde la plus à l'ouest du Rojava. L'armée turque, accompagnée de ses supplétifs djihadistes provenant essentiellement de Daesh et du front Al-Nosra, fait alors face aux FDS mais aussi au peuple qui entend bien résister à l'invasion turco-islamiste. Plus de 2000 personnes (Kurdes, Syriques, Turkmènes, Circassiens, Arabes...) venant de différentes villes du Nord se rendent d'ailleurs à Afrin pour manifester leur solidarité avec les combattant.e.s kurdes et dénoncer l'invasion malgré les risques que cela leur fait prendre pour leur propre vie.

Depuis lors, la priorité des FDS est de reprendre Afrin, mais ils se heurtent pour ce faire aux bombardements aériens turcs. D'où leur revendication d'une « no-fly zone » qui serait garantie par l'une des grandes puissances impliquées dans le conflit. Autre problème, les combattant.e.s n'ont pas de lien

territorial direct avec Afrin, dans la mesure où ce canton est isolé du reste du Rojava par un fin corridor de terre dont l'ASL (alliée des Turcs) occupe une partie et l'armée de Bachar el-Assad l'autre, d'où la nécessité de passer des accords avec le régime. Pour l'heure, les FDS ont obtenu le droit de passer par les territoires d'Assad – et notamment par Alep – pour attaquer Afrin.

La priorité de reprendre Afrin est notamment due à une situation humanitaire chaotique. En effet, un nettoyage ethnique est opéré dans la région¹ : déportations, massacres, viols, confiscation de biens et destruction de tous les éléments liés à la culture ou à l'histoire kurde. Cette volonté d'effacer toute présence kurde d'Afrin passe également par l'installation de personnes venant d'autres villes syriennes. Dans ce contexte, les Kurdes craignent qu'avec l'offensive sur Idlib, dernier bastion des différents groupes djihadistes, ceux-ci ne viennent s'installer à Afrin avec leurs familles. Une autre crainte porte sur les intentions des forces armées du régime, majoritairement composées de forces iraniennes, dont rien ne dit qu'elles ne tenteront pas de conquérir Afrin, ce qui reviendrait à remplacer un oppresseur par un autre, quand on sait comment l'Iran traite la question kurde (meurtres, pendaisons...).

L'auto-administration du Rojava

En 2014, le Rojava promulguait sa Constitution construite sur le modèle des idées municipalistes libertaires du théoricien Murray Bookchin, dont Abdullah Öcalan s'est inspiré (Öcalan, 2011). C'est en 2005 que le PKK, suivi de sa branche syrienne le PYD, a adopté ce projet internationaliste basé sur un système d'auto-administration dans une confédération démocratique, multiculturelle, écologiste et où l'égalité des sexes serait respectée. Une des ambitions est alors d'en finir avec la notion d'État-nation qui porterait en elle le germe du génocide, ce terme comprenant toujours les idées d'un territoire, d'un peuple et d'un État. Le mouvement kurde voulait s'en défaire, d'où sa lutte « antinationale », dans la finalité d'une véritable émancipation.

Le contrat social du Rojava précise quels sont les droits et les devoirs des citoyen·ne·s et il organise le fonctionnement des institutions et des pouvoirs publics avec une prise des décisions du bas vers le haut. Il existe d'abord un système de communes représentées par des assemblées locales élues démocratiquement, au sein desquelles l'égalité hommes-femmes est toujours garantie. Il s'agit d'un système de coprésidence dans lequel la représentation ethnique et religieuse est elle aussi assurée. Parallèlement, l'auto-administration régit également toutes les questions qui doivent être gérées au-delà de la commune, à l'image des relations diplomatiques ou des questions économiques (approvisionnement en pétrole par exemple).

En ce qui concerne l'économie, elle est en transition vers une économie coopérative. L'idée est que l'ensemble des moyens de production ne soient pas dans les mains de l'État mais dans celles du peuple. Cependant, vu le contexte de guerre et la priorité donnée à la révolution sociale et à la victoire, cette transition est loin d'être aboutie. Il existe toutefois des coopératives et celles-ci continuent de se développer. Parallèlement, la Syrie étant sous embargo international, il n'est possible de faire du commerce qu'avec le régime, lui-même sous embargo international, ce qui complique considérablement les choses. Dans ce contexte, la Turquie joue un rôle non négligeable dans le blocus de la région du Rojava, notamment en mettant une pression importante sur le président Barzani.

D'un point de vue écologique, l'un des premiers soucis se situe au niveau de l'agriculture. En effet, le régime syrien avait imposé la monoculture ; seul le blé devait être cultivé. Si autre chose l'était ou si un arbre était planté, les personnes étaient passibles d'une peine de prison. L'objectif actuel est donc un retour vers une agriculture plus traditionnelle, plus saine et plus variée, qui permette en outre aux personnes de revenir dans les campagnes. En effet, un des objectifs historiques du régime syrien était d'appauvrir les Kurdes pour qu'ils se déplacent vers les centres urbains où il était plus facile de les assimiler.

Deux autres gros problèmes se posent actuellement aux populations du Rojava : l'état du réseau électrique et de la production énergétique. Les Kurdes contrôlent plusieurs grands barrages sur le territoire qui devraient pouvoir assurer leur autosuffisance électrique, mais la rivière en amont est contrôlée par la Turquie, qui a une politique de dispersion du flot principal du fleuve vers ses confluent

¹. Lire notamment « Bataille d'Afrin – 'Silence, on ne massacre que des Kurdes'... », *Le Figaro*, 13 mars 2018, « L'appel au secours des Kurdes d'Afrine – 'Cela s'appelle du nettoyage ethnique !' », *Le Point*, 23 mars 2018.

pour diminuer le niveau de l'eau. De ce fait, la plupart des barrages sont inutilisables, obligeant les Kurdes à avoir recours au pétrole malgré l'importance qu'ils accordent à l'écologie.

En outre, avec la guerre, les professionnels capables de s'occuper des barrages et de raffiner le pétrole ont fui le pays. C'est donc le régime syrien qui envoie des experts, mais il s'agit là d'un moyen de pression important sur la fédération. Pour y remédier à moyen ou long terme, deux universités ont vu le jour au Rojava afin de former les jeunes et ne plus devoir dépendre du régime syrien. Jusque-là, en effet, aucune université n'existait au Rojava, le régime n'ayant aucun intérêt à ce que les Kurdes étudient, d'où l'importante absence de personnes qualifiées.

Enfin, si à l'origine les territoires contrôlés par l'auto-administration du Rojava se nommaient « Fédération démocratique du Nord de la Syrie », aujourd'hui ceux-ci s'étendent plus loin que les frontières ethniques et historiques du Kurdistan, d'où une évolution de la dénomination vers « Auto-administration du Nord et de l'Est syrien ». Pour exemple, dans la ville de Manbij (à la frontière du Rojava) ethniquement arabe, la population s'est approprié l'idéologie du confédéralisme démocratique. Les Arabes de Manbij ont leur propre armée ; le conseil militaire de Manbij et eux ont leur propre système de commune. Ce projet de société n'est donc pas une simple bannière pour les Kurdes afin d'imposer leur domination.

La question des femmes, le cœur battant de la révolution

La révolution des femmes est le point central de la révolution au Rojava et il est totalement ancré dans l'idéologie du mouvement (Öcalan, 2013). En effet, selon celle-ci, il ne peut y avoir de société libre s'il n'y a pas de libération de la femme. Le combat pour l'émancipation ne se mène pas uniquement au front mais aussi dans la vie civile. Pour ce faire, il est primordial que les femmes soient représentées dans toutes les sphères et particulièrement dans la vie politique. Au minimum 50% des sièges doivent obligatoirement être tenus par des femmes. Au niveau des communes, les personnes élues siègent en binôme, un homme et une femme et des comités particuliers peuvent être créés pour le respect des droits des femmes par exemple. En outre, si les femmes estiment qu'elles ont besoin de former une commune (quelques blocs de maisons) exclusivement féminine, sur le même principe que les communes mixtes, elles en ont le droit.

Chaque commune compte des espaces réservés aux femmes qu'on appelle « *mala jin* ». Il s'agit de la « maison des femmes », gérée par les femmes pour les femmes et protégée par les forces de protection des femmes (Asayish jin). On y traite toute problématique relative aux femmes ; violences patriarcales, divorce, violences domestiques... Le mythe selon lequel l'homme tout-puissant vient sauver la femme est ainsi battu en brèche. Une autre spécificité de la révolution du Rojava est la création d'un village totalement féminin : Jinwar, dans le canton de Djizire. Il s'agit d'une initiative où les femmes organisent leur propre espace de vie et leur propre vie selon leurs décisions personnelles. Le but de ce village consiste à prouver qu'une autre vie économique, sociale, culturelle est possible. Enfin, chaque individu dont le rôle est de protéger la population (YPG, YPJ, Asayish, Asayish jin) reçoit une formation sur le féminisme et sur la résolution non violente des conflits avant de recevoir une arme.

Parallèlement aux communes, on retrouve aussi des superstructures. Il y a par exemple Tev-Dem qui est une structure mixte s'occupant des questions économiques, d'éducation, des relations étrangères... Mais il y a aussi Kongra Star, composé uniquement de femmes, dont les missions sont identiques, mais avec la particularité de les penser et de les travailler selon la perspective des femmes.

Enfin, un dernier point important dans l'idéologie du confédéralisme démocratique : la « jinéologie ». Littéralement science des femmes, il s'agit d'une théorie politique développée par des femmes et pour les femmes et qui a pour but d'analyser la société patriarcale et toutes les oppressions subies par les femmes depuis la nuit des temps. Il existe différentes académies de jinéologie ouvertes au Rojava, mais aussi en Europe et ailleurs dans le monde. L'idée principale est d'armer les femmes par la théorie pour comprendre la société patriarcale dans l'objectif de s'émanciper elles-mêmes.

Bibliographie

Öcalan A (2011), *Confédéralisme Démocratique*, Cologne, International Initiative Editions.

Öcalan A (2013), *Libérer la vie: la révolution de la femme*, Cologne, International Initiative Editions.

Roussel C (2012), « La construction d'un territoire kurde en Syrie : un processus en cours », *Maghreb – Machrek*, 213.

Roussel C (2014), « Les Kurdes de Syrie et le projet du Rojava : rêve éphémère ou espoir durable ? », *Maghreb – Machrek*, 222.

Gulistan Özer est militante belgo-kurde, membre de Navbel (Fédération des associations kurdes de Belgique), de la commission des femmes du Centre culturel de Liège et du collectif Liège-Rojava, représentante de la Jeunesse kurde démocrate de Liège.

Cette analyse a été rédigée à l'initiative du CETRI pour sa publication *État des luttes : Moyen-Orient et Afrique du Nord* parue en décembre 2018.



Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cettri@cettri.be - www.cettri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon

